CONSEIL D'ÉTAT

Arrêté portant modification de l'arrêté concernant le recouvrement et l'avance des contributions d'entretien (ARACE)

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi sur le recouvrement et l'avance des contributions d'entretien (LRACE), du 19 juin 1978 ;

sur la proposition du conseiller d'État, chef du Département de l'économie et de l'action sociale,

arrête :

Article premier L'arrêté concernant le recouvrement et l'avance des contributions d'entretien (ARACE), du 8 juin 1998, est modifié comme suit :

Art. 3, al. 3 (nouveau)

³Les demandes d'avances sont examinées par l'office en vertu des principes généraux du droit, en particulier l'abus de droit.

Art. 6, al. 1 et al. 2 (nouvelles teneurs)

¹Le montant des avances correspond à la somme fixée par le titre d'entretien mais au maximum à 2'000 francs par mois et par contribution.

²Des avances peuvent être accordées si le revenu déterminant annuel ne dépasse pas les limites suivantes :

Unité économique de référence (UER)	Limite de revenu Fr.
Personne seule	34'000.—
Couple	50'000.—
+ supplément famille monoparentale	2'000.—
+ par enfant	9'000.—
+ par enfant majeur en formation	17'000.—

Art. 13, al. 1 et al. 3 (nouvelles teneurs)

¹Les avances en cours au moment de l'entrée en vigueur de l'article 6 sont soumises au nouveau droit.

³L'octroi d'avances en application du nouveau droit n'est examiné que sur demande.

Art. 2 ¹Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

²Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.

Neuchâtel, le 12 décembre 2018

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
L. KURTH

La chancelière,
S. DESPLAND